



reçus à l'inspection

rain-de-Tillemont de Montreuil se sont
que hier matin pour évoquer leurs
de l'établissement. Après avoir été reçus
sentiment d'avoir été entendus. « Tout a
dit que nos remarques ont été prises en
es va être établi, détaille Benjamin Marol,
fixés. Si aujourd'hui l'inspection ne nous
terme de la principale, nous nous
journée banalisée et demain après-midi
catégorique. « Nous cherchons de
hors de question que la principale s'en
doit avoir lieu lundi.

-DENIS

ernités manifestent

les Bluets, maternité de l'hôpital
pour les collectifs de défense et
ement des Lilas ont ainsi manifesté
ec ceux des Bluets, dont la maternité
Le collectif se mobilisera à nouveau
re du service maternité et du centre

le écartée mais le feu vert officiel de
pas signé. Une rencontre est prévue
de Evin, la direction de la maternité
d. En attendant, le candidat PS à la
porté son soutien au collectif des
par la voix de Marisol Touraine,
le du pôle social de la campagne.
mettre à la maternité de se mettre en
de la Haute Autorité de Santé et de
ement actuel et l'ARS ne peuvent
pourront continuer à être mises en
aux de la maternité à l'évolution de
tée au collectif des usagers. Ces
d'un papa, le comédien Didier
de son « histoire avec la maternité ».

E.S.

né le dimanche

pas obtenu de sursis. Il devra rester
5 enseignes du site avaient en effet
introduit par cinq syndicats contre
la préfecture pour ouvrir le dis-
sieur au tribunal de grande instance
sultat : l'effet suspensif du recours
érons bien que le centre est fermé et
pas à faire venir un huissier pour
rer, délégué CFTC à l'origine de
une contravention de 5^e classe qui
é en activité. » Dans le meilleur des
tre mois mais plus vraisemblable-
endra fin l'autorisation exception-

été décidée et programmée. » Le
préfet, Christian Lambert, a tenu à
l'annoncer lui-même, hier, lors de sa
conférence de presse annuelle. Le
déménagement de la plus impor-
tante sous-préfecture du départe-
ment dans l'ancien siège de « l'Hu-
manité » est toujours d'actualité.
L'Etat, qui a racheté en dé-
cembre 2009 pour 12 M€ ce bâti-
ment conçu et réalisé par Oscar
Niemeyer à la fin des années 1980, a
fait réaliser en décembre une étude
sur l'aménagement du lieu et vient
de choisir un « programmiste archi-
tectural ». « Le budget des travaux est
de 19 M€, explique le secrétaire
général de la préfecture, Eric Spitz,
qui supervise ce dossier. Sachant

de ce bâtiment niché au pied de la
basilique. Plus question, donc, de
sous-louer une partie des locaux,
comme ce fut un temps envisagé.
Les cinquante fonctionnaires de
l'actuelle sous-préfecture de Saint-
Denis, installée dans un immeuble
HLM du boulevard de la Commu-
ne-de-Paris, y déménageront et y se-
ront renforcés par 40 à 50 collègues.
« Les effectifs doubleront, car la
sous-préfecture sera désormais de
plein exercice, avec l'accueil des rési-
dents étrangers. »
Si ce dossier a pris du retard, ce n'est
officiellement pas pour un pro-
blème de financement, mais d'orga-
nisation entre les différents ministè-
res impliqués. « C'est le ministère
des Finances qui assurera la maîtrise

A la mairie de Saint-Denis, où les
élus ont voté, mi-2011, un vœu récla-
mant l'ouverture d'une sous-préfec-
ture digne d'un arrondissement de
neuf villes et de 400 000 habitants,
cette annonce met fin aux inquié-
tudes. « C'est une bonne nouvelle,
qui laisse aussi espérer une exten-
sion du commissariat central dans
les locaux des services fiscaux, réagit
l'adjoint au maire, délégué aux ser-
vices publics, Patrick Vassallo (appa-
renté PC). Après l'annonce de l'ar-
rivée de la Caisse d'allocations fami-
liales en centre-ville, ce déploiement
de l'Etat à Saint-Denis équilibre le
départ de l'inspection du travail vers
Bobigny, que vient de nous
confirmer le préfet. »

ERIC BUREAU

AUBERVILLIERS

Les commerçants chinois fêtent le Nouvel An



AUBERVILLIERS, HIER. La communauté chinoise de la ville, forte de 700 grossistes, a accueilli l'année du Dragon avec faste. (LP/M.R.)

Aubervilliers, plate-forme euro-
péenne du commerce de gros
avec la Chine, a accueilli en
fanfare, hier matin, la nouvelle année
du Dragon. Symbole de l'empereur,
le dragon est le plus puissant des
douze signes du zodiaque.

Place de l'Hôtel-de-Ville, les habi-
tants ont assisté à l'éveil de ces créa-
tures or, rouge et vert. Jacques Sal-
vator, le maire (PS) d'Aubervilliers, et
le consul de Chine ont présenté leurs
vœux aux représentants de la com-
munauté, peu avant le départ des
membres de la Fédération des com-
merçants chinois de France, habillés
de jaune, et portant à bout de bras
lanternes et dragons. Ils ont sillonné
les rues de la ville au rythme des
tambours et des explosions de pé-
tards. Le joyeux cortège a surpris les
Albertivillariens, comme Fatma Belk-
heir. Emmittoullée dans une dou-
doune noire, elle n'en revient tou-
jours pas, tellement « c'était impres-
sionnant et vraiment beau. C'est la

première fois que je vois ça ». Les
festivités se poursuivent pour la com-
munauté chinoise d'Aubervilliers,
forte de 700 grossistes qui emploient
quelque 4 000 personnes. Le cinéma

le Studio accueillera, demain à
19 heures et samedi à 18 heures, le
festival de documentaires Ecrans de
Chine, avec des projections suivies de
débat.

MELISSA RAMANOU

Une pétition municipale pour le retour de monsieur Mo

Deux semaines après l'expulsion
de Changfeng Mo, ce père de
famille chinois renvoyé dans sa
province de Wenzhou après dix ans
passés en France, à Aubervilliers où
sont nés ses deux enfants de 2 et
3 ans, le maire PS Jacques Salvator a
pris fait et cause pour son retour et a
lancé une pétition hier sur le site
Internet de la ville. « A titre
humanitaire, la municipalité en
appelle aux Albertivillariens et lance
cette pétition pour demander aux

autorités françaises la régularisation
de Honxgia Mo, l'épouse de
Changfeng Mo, et le retour de celui-ci
au titre du regroupement familial. »
Cette nouvelle mobilisation s'ajoute à
celle initiée depuis le 7 janvier à
l'école des deux enfants de M. Mo par
les militants du Réseau éducation
sans frontières (RESF) et de plusieurs
associations. Ce Chinois avait été
arrêté lors d'une opération contre un
atelier de couture clandestin.

E.S.